Questions orales

qu'il y ait deux nations dans les Territoires du Nord-Ouest que dans toute autre région du Canada.

Des voix: Bravo!

* * *

LE NORD CANADIEN**LE PROJET D'AMÉNAGEMENT HYDRO-ÉLECTRIQUE DU FLEUVE NELSON AU MANITOBA**

M. Jack Murta (Lisgar): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien. Comme on va peut-être faire arrêter le projet du fleuve Nelson au Manitoba à moins, pour reprendre les mots du ministre, que la province du Manitoba ne fournisse de plus amples renseignements, j'aimerais demander au ministre quel genre de renseignements il cherche à obtenir et quelles ont été, toujours d'après ses propres paroles, les pierres d'achoppement qui ont amené la rupture entre la province du Manitoba et le gouvernement fédéral à propos de cet important projet?

L'hon. Judd Buchanan (ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien): Monsieur l'Orateur, je tiens à préciser que les media semblent insister sur le côté négatif et non positif de l'affaire. Hier, je me suis entretenu amicalement avec le premier ministre du Manitoba. Nous sommes convenus des deux choses essentielles: les conséquences de cette inondation sur les réserves concernées et l'indemnisation que le Manitoba était disposé ou proposerait d'accorder. Le premier ministre a indiqué qu'à ses yeux, il satisfaisait à ces exigences et il a exposé certaines idées que j'estime assez intéressantes à propos de l'indemnisation. Au fond j'attends sa réponse.

● (1500)

M. Murta: Je voudrais savoir si le ministre a menacé à mots couverts le premier ministre du Manitoba qu'on pourrait obtenir une injonction pour immobiliser tous les travaux à moins que les renseignements ne soient fournis le 6 août.

M. Buchanan: Monsieur l'Orateur, j'ai indiqué à la conférence de presse qu'après le 6 août je consulterais mon collègue le procureur général sur les mesures qui s'imposent. Il s'agit de terres fédérales détenues en fiducie au nom des Indiens et elles sont menacées d'inondation. A titre de fiduciaire, j'ai le devoir de veiller à la protection des Indiens.

M. Roche: Monsieur l'Orateur, j'invoque le Règlement. Je pense que vous reconnaîtrez que je ne suis pas continuellement en train de rouspéter. C'est pourquoi j'aimerais attirer l'attention de la présidence sur ce que je crois être des décisions qui considèrent certains députés, dont moi-même, comme moins égaux que d'autres.

Des voix: Bravo!

M. Roche: Aujourd'hui, comme c'est arrivé au moins trois fois depuis trois mois, la présidence m'a refusé la permission de poser une question supplémentaire sans même savoir ce que j'avais l'intention de demander. Après m'avoir refusé aujourd'hui de poser ma question supplémentaire au sujet de l'Inde et des relations du Canada avec ce pays—que je considère d'une extrême importance pour le gouvernement et tout le pays—la présidence a permis aux députés de Kingston et les Îles (M^{re} MacDo-

nald), de Nickel Belt (M. Rodriguez) et de Lisgar (M. Murta) de poser des questions supplémentaires sans savoir non plus ce qu'ils allaient demander.

Si Votre Honneur veut maintenir la pratique de permettre à un aussi grand nombre de députés que possible de poser des questions—dans les limites du temps disponible—je suis tout à fait d'accord. En fait, certains de mes collègues de la cinquième rangée n'ont pu obtenir la parole aujourd'hui et j'aurais volontiers cédé le temps de ma question supplémentaire à l'un d'eux. Certains de mes collègues qui voulaient poser une première question n'ont pu le faire.

Mon reproche est qu'on ne peut savoir sur quels critères s'appuie la présidence pour permettre ou non à un député de poser une question supplémentaire. Autrement dit, comment la présidence en arrive-t-elle à cette décision? Je crois que tant qu'on ne tirera pas les choses au clair, les députés des quatrième et cinquième rangées, qui ont déjà du mal à essayer de se faire entendre à la Chambre, devront continuer à protester.

J'estime que les électeurs d'Edmonton-Strathcona m'ont envoyé ici pour accomplir un travail et les décisions de Votre Honneur se reflètent tout autant sur eux que sur moi. Je propose donc, appuyé par le député de Hamilton-Wentworth (M. O'Sullivan):

Que le problème des questions supplémentaires...

M. l'Orateur: A l'ordre. Le député se rend certainement compte qu'il n'est pas autorisé à présenter une motion sur les délibérations de la Chambre. Je suis d'accord avec son rappel au Règlement, mais il reconnaîtra, j'espère, que j'ai essayé de surveiller de très près les députés qui, comme lui, viennent régulièrement à la Chambre et essaient tous les jours d'obtenir la parole. Si je lui ai accordé la parole aujourd'hui ainsi qu'à d'autres députés de l'arrière-ban plutôt qu'à certains des premières banquettes avant ou à des députés plus anciens, c'est parce que cela fait deux ou trois jours qu'ils essaient régulièrement d'obtenir la parole. S'il n'a pas pu poser sa question supplémentaire, c'est simplement à cause du choix que je dois faire tous les jours et qui n'est pas facile.

Certaines questions ont déjà été soulevées, certaines ont été traitées de façon générale et d'autres sont entièrement nouvelles. Le député a comparé son cas à celui du député de Nickel Belt (M. Rodriguez) qui a abordé un sujet entièrement nouveau. Il serait très difficile de laisser tomber le sujet sans permettre une question supplémentaire. Par contre, le député a soulevé une question à propos de ventes d'armes nucléaires et de l'explosion d'une bombe en Inde, sujets qu'ont abordés non seulement son chef aujourd'hui mais aussi d'autres députés les jours précédents. S'il me faut donc décider des questions pour lesquelles je n'accorde pas de supplémentaire, ce sont évidemment les questions d'ordre général qui ont déjà été traitées dans d'autres questions. Quand j'autorise des questions supplémentaires c'est pour les questions d'un caractère particulier ou qui portent sur un sujet nouveau.

Il n'existe pas de principe directeur. Ce n'est pas chose facile. D'autres députés ont de bien plus sérieuses raisons de se plaindre. Prenons le député de Frontenac-Lennox et Addington (M. Alkenbrack) qui demande la parole pour invoquer le Règlement; le député de Wetaskiwin (M. Schellenberger) qui n'a pas non plus obtenu la parole; le député de Moose Jaw (M. Neil) qui l'a obtenue aujourd'hui après avoir attendu trois ou quatre jours—bien plus que le député.